

Programme de recherche 2013-2014

La crise syrienne et le Proche-Orient

1 - Analyse de la crise syrienne

Depuis mars 2011, la crise syrienne retient toute notre attention. Nous nous efforçons d'analyser les causes de cette crise (« Les territoires de la révolte en Syrie », *Outre Terre*, n°27, septembre 2011 et « Le retournement de l'espace syrien », *Moyen-Orient*, Paris, octobre 2011), son déroulement (« La crise syrienne : itinéraire de la transformation d'une révolte en guerre civile », *Diplomatie*, n°58, Paris, septembre 2012.), son inscription régionale (« Communautés, fragmentation territoriale et gouvernance au Proche-Orient », *Etudes Interculturelles*, Chaire Unesco de l'Université catholique de Lyon, mai 2012 et « Métropolisation et mondialisation : des facteurs de déstabilisation politique dans le monde arabe » (en espagnol), *Foro internacional*, Mexico, Février 2012) et ses conséquences sur les pays voisins. Nous nous sommes risqué à quelques exercices de prospectives, car dans le cas présent, sont demandés au chercheur des scénarios d'avenir.

La situation économique du pays nous interroge particulièrement. Depuis mars 2011, l'économie syrienne tourne au ralenti, mais le pays n'est pas exsangue, car il peut compter sur ses ressources propres, renouant ainsi avec la politique auto-suffisante, mise en place par le régime baathiste au temps de l'économie. Cette situation pourra-t-elle perdurer plusieurs années ? Quelles sont les conséquences sur la structure de l'emploi ? Comment la reconstruction (dans le cas où le conflit se termine rapidement) pourra-t-elle s'opérer ? De nombreuses interrogations se posent sur le présent et l'avenir de l'économie syrienne. De nouveaux acteurs profitent de cette crise pour s'enrichir tandis que toute une classe d'entrepreneurs liée à la libéralisation économique et l'ouverture à l'international disparaît.

A ce stade de la crise nous ne pouvons que continuer à observer et analyser le déroulement des événements, les replacer dans le contexte des jeux d'acteurs et des mécanismes sociaux internes à la Syrie. La crise révèle des clivages communautaires mais elle transcende également les appartenances au profit d'autres modes d'organisation. Toute la question de la construction nationale et des identités réapparaissent avec cette crise. La géographie des combats met en lumière les discontinuités territoriales, anciennes et nouvelles, sur lesquelles nous pouvons fonder les hypothèses de nos recherches. Enfin, nous pouvons désormais confronter à la réalité les analyses de nos travaux passés sur la géographie politique de la Syrie, dont les conclusions n'étaient malheureusement guère optimistes : « Nous nous trouvons donc dans un schéma comparable à celui de la Yougoslavie de l'après Tito (...), Bachar el Assad parviendra-t-il à mettre un nouveau système de pouvoir en place ? Pourra-t-il assurer la transition entre le « dirigisme économique » de son père et le « capitalisme des copains » avec succès, c'est-à-dire sans provoquer un mécontentement social dont pourrait profiter ses ennemis pour le chasser du pouvoir ? » (*La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, 2006, p.287). Nous avons déjà quelques réponses aux questions que nous nous posions à l'issue de notre thèse. Depuis nous avons étendu ces types interrogations à l'ensemble Proche-Orient (Balanche Fabrice, « L'Etat au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient », *L'Espace Politique*, 11 | 2010/2, (<http://espacepolitique.revues.org/index1619.html>))

2 - Les conséquences de la crise syrienne au Proche-Orient

La crise syrienne révèle les nouveaux rapports de forces internationaux. A l'échelle mondiale, elle montre la fin de l'hégémonie des Etats-Unis sur la scène internationale, rendue possible par la chute de l'URSS, le retour de la Russie et la volonté de la Chine d'occuper une place géopolitique en rapport avec sa nouvelle puissance économique. Au niveau régional, après la chute de Saddam Hussein et le départ des troupes américaines de l'Irak, ce pays a cessé d'exister en tant que puissance régionale pour s'amarrer à l'Iran. Face à la puissance iranienne qui se renforce, le Qatar et l'Arabie Saoudite se sont réconciliés et le Conseil de Coopération du Golfe retrouve son rôle politique. Deux pôles régionaux s'affrontent désormais grâce à leurs énormes ressources financières : le duo Irak-Iran et les pétromonarchies du Golfe. Le petit Proche-Orient arabe (Palestine, Liban, Syrie et Jordanie) est devenu une vaste zone tampon entre ces deux pôles géopolitiques, ce qui influence leur organisation interne et les rapports qu'ils entretiennent avec le reste du monde. Le conflit israélo-arabe était la principale caractéristique de cet espace. Il faut désormais ajouter l'affrontement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, dans un contexte de mondialisation économique exacerbée. En relation avec cette nouvelle réalité, plusieurs thématiques peuvent être explorées.

a - Economie

Les relations commerciales entre la Syrie et ses voisins sont-elles interrompues complètement ? Comment les circuits illégaux permettent-ils de détourner les sanctions officielles ? Quels sont les nouveaux réseaux économiques qui se constituent ? Comment les économies nationales s'adaptent-elles à la crise ?

L'économie libanaise est durement affectée par la crise syrienne, au point que la croissance du PIB devrait être nulle en 2012. La saison touristique fut désastreuse avec l'absence des touristes du Golfe. Toute une série de projets sont bloqués en raison de l'incertitude. Par ailleurs, les conflits dans le Nord Liban, entre pro et anti-syriens accentue la dépression de cette région, notamment à Tripoli. Le Liban, pourtant habile dans le passé pour tirer profit des crises dans les pays voisins, semble aujourd'hui entré dans une crise durable, au point que des inquiétudes sur le secteur bancaire libanais commencent à apparaître (Rapport de l'agence Moody's cité par Lebanon this Week de la Byblos Bank, 6 novembre 2012). S'agit-il de la faillite de la politique de reconstruction du Liban après la guerre civile, précipitée par la crise syrienne, ou d'un simple retournement de conjoncture ?

La Jordanie est moins affectée car ses relations avec la Syrie étaient plus faibles. Elle a même tendance à profiter de la crise à travers son secteur bancaire refuge au Proche-Orient. Cependant, l'arrivée massive de réfugiés syriens crée une pression sur un marché du travail déjà tendu. La Jordanie se trouve de plus en plus dépendante de l'aide internationale pour l'accueil des réfugiés syriens et pour équilibrer sa balance des paiements.

L'Irak a immédiatement bloqué sa frontière pour éviter que des centaines de milliers de réfugiés syriens n'affluent, cela n'aurait été que justice puisque la Syrie a accueilli près d'un million de réfugiés irakiens entre 2003 et 2007. L'Irak craint l'émigration économique, c'est-à-dire que les syriens ne concurrencent les irakiens et par conséquent que cela n'entraîne des troubles. Le Kurdistan d'Irak se montre plus accueillant à l'égard des réfugiés kurdes syriens, car son économie a besoin de main d'œuvre et le gouvernement du KRG préfère des Kurdes syriens plutôt que de recourir à des Arabes du reste de l'Irak.

b - Politique

Plus le conflit se prolonge, plus nous nous dirigeons vers la guerre civile avec un risque de partition du pays. Cette issue est officiellement reconnue aujourd'hui par la diplomatie française (déclarations de Laurent Fabius en marge de l'Assemblée Générale de l'ONU, septembre 2012) et l'opposition syrienne (réunion de Doha, novembre 2012). Le processus de fragmentation territoriale était repérable bien avant la crise (Balanche Fabrice : « Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie », *A Contrario*, mars 2009), il est manifeste aujourd'hui. Cette tendance à la partition, voire l'éclatement du pays, aura des conséquences sur les pays voisins, notamment l'Irak et le Liban. Nous devrions nous interroger également sur le modèle turc, mais nous sommes en dehors de notre champ de compétence. Cela pourrait constituer un thème de coopération avec l'Institut Français d'Istanbul.

Comment la politique intérieure des différents pays est-elle touchée par la crise syrienne ? Liban, Jordanie et Irak sont très prudents, adoptant une position officielle de neutralité sur le dossier par peur de la contagion et d'éventuelles représailles du régime syrien. Cependant, la crise syrienne ne laisse pas la population des pays du Proche-Orient indifférente, les partis politiques prennent position et soutiennent l'un ou l'autre camp. Le dossier syrien devient un enjeu intérieur. C'est très clair au Liban, cela commence à le devenir en Jordanie où les Frères Musulmans rêvent du printemps arabe. En Irak, les tribus sunnites appuient les rebelles syriens, le gouvernement central de Nouri al Maliki s'aligne sur Téhéran et le Gouvernement Régional Kurde appuie l'autonomie du Kurdistan syrien. La Palestine n'est pas épargnée puisque le Hamas a fermé son bureau à Damas et soutient l'opposition au régime de Bachar el Assad.

c - Migrations internes et externes : réfugiés

La crise syrienne ne fait pas exception avec déjà plus de 400,000 réfugiés dans les pays voisins, ce nombre devrait encore augmenter dans le futur. La croissance démographique de la Syrie est telle que, malgré l'arrêt des combats, le pays ne peut que générer un flux de migrants économiques. A l'intérieur de la Syrie, ce sont déjà plus de deux millions de personnes qui ont quitté leurs foyers. Des dizaines de familles alaouites de Damas et Homs sont revenues s'installer dans leurs villes et villages d'origine, fuyant l'insécurité. Le Jebel Ansaryeh retrouve sa vocation ancestrale de montagne refuge. Dans toute la Syrie, on fuit les zones de combat pour aller se réfugier dans les zones sécurisées, pour se mettre sous la protection de sa famille, son clan ou sa communauté. Un phénomène comparable à ce que le Liban a connu durant ses quinze années de guerre civile.

Les réfugiés syriens pourront-ils s'intégrer dans les pays voisins ? Assiste-t-on en Syrie à un processus d'épuration ethnique rampant ? Comment l'aide humanitaire pourra-t-elle se déployer et de quelle aide humanitaire s'agit-il ? Nous sommes souvent sollicités par les ONG pour répondre à leurs interrogations sur la crise syrienne et son évolution. Nous avons d'ailleurs animé au GREMMO un axe de recherche sur la question de l'aide humanitaire au Moyen-Orient dont les résultats viennent d'être publiés par la revue *A Contrario*.

d - Une intégration dans la mondialisation remise en question

Avant la crise syrienne, le Proche-Orient était clairement engagé dans une intégration dans la mondialisation. Le protectionnisme avait été démantelé et les différents pays du Proche-Orient devenaient récepteurs d'Investissements Directs Etrangers, notamment en provenance du Golfe. Les mutations urbaines à Amman, Beyrouth, Ramallah et Damas sont notamment le fruit de cette intégration économique, car l'essentiel des capitaux du Golfe sont investis dans la promotion immobilière. La ville d'Erbil connaît également un développement urbain considérable, mais plus lié à la disposition par le KRG des 20% de la rente pétrolière irakienne qu'aux flux financiers en provenance du Golfe. L'intégration dans la mondialisation a favorisé les tensions sociales et politiques dans la région. D'après notre analyse, il s'agit certainement d'un facteur de déclenchement des printemps arabes (Balanche Fabrice, « Métropolisation et mondialisation : des facteurs de déstabilisation politique dans le monde arabe » (en espagnol), *Foro internacional*, Mexico, Février 2012). La frustration liée à l'augmentation des écarts de richesse explique l'enracinement du Hezbollah au Liban (« The reconstruction of Lebanon or the racketeering ruling », in Are Knudsen and Michael Kerr (editors), *Lebanon After the Cedar Revolution*, C Hurst & Co Publishers Ltd, London, 2012, 256 p. (en anglais), la révolte des classes populaires en Syrie, les mouvements de contestation en Jordanie et même au Kurdistan d'Irak, comme à Zaghour en décembre 2011.

La mondialisation accentue les différences entre les groupes sociaux et les territoires. Si les Etats n'assurent pas leur rôle de régulateurs, les écarts deviennent rapidement facteurs de crises. Or, les Etats-territoires du Proche-Orient ne sont guère armés pour assurer cette fonction. Le régime syrien n'a plus de réelle politique d'aménagement du territoire depuis vingt ans, les plans de développement du Liban n'ont jamais été réalisés, la Jordanie se confond avec Amman. Seul le Kurdistan d'Irak possède une politique volontariste dans la région grâce à la rente pétrolière et à sa dynamique de construction nationale. La mondialisation affaiblit les Etats et par conséquent l'unité nationale qu'ils se sont efforcés de construire depuis les indépendances, les clivages territoriaux, ethniques et communautaires sont bien sûr réactivés en plus des traditionnelles oppositions sociales. Le programme de recherche que nous menons avec l'USJ sur « Beyrouth et la mondialisation » (programme Cèdre 2011-2012) nous a permis d'étudier ce processus à l'échelle de Beyrouth et du Liban. Nous souhaiterions poursuivre à l'échelle du Proche-Orient. Quels sont les effets déstructurant de la mondialisation sur les constructions territoriales et à l'échelle des métropoles ? Quelles sont les politiques de régulation face à l'accentuation des contrastes territoriaux ? Comment le Proche-Orient peut-il se positionner dans la division internationale du travail ?

Les différentes thématiques ne constitueront pas des axes de recherches mais des thématiques destinées à construire des diagnostics territoriaux et une grammaire du territoire adaptée au Proche-Orient.